



Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Journal of medieval and humanistic studies
2008

Jean-Christophe Cassard, Yves Coativy, Alain Gallicé et Dominique Le Page (dir.), *Le prince, l'argent, les hommes au Moyen Âge. Mélanges offerts à Jean Kerhervé*

Lydwine Scordia



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/crm/10212>

ISSN : 2273-0893

Éditeur

Classiques Garnier

Référence électronique

Lydwine Scordia, « Jean-Christophe Cassard, Yves Coativy, Alain Gallicé et Dominique Le Page (dir.), *Le prince, l'argent, les hommes au Moyen Âge. Mélanges offerts à Jean Kerhervé* », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* [En ligne], 2008, mis en ligne le 07 octobre 2008, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/crm/10212>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Cahiers de recherches médiévales et humanistes

*Jean-Christophe Cassard, Yves Coativy,
Alain Gallicé et Dominique Le Page (dir.)
, Le prince, l'argent, les hommes au
Moyen Âge. Mélanges offerts à Jean
Kerhervé*

Lydwine Scordia

RÉFÉRENCE

Jean-Christophe Cassard, Yves Coativy, Alain Gallicé et Dominique Le Page (dir.), *Le prince, l'argent, les hommes au Moyen Âge. Mélanges offerts à Jean Kerhervé*, Rennes, PUR, Histoire, 2008, 646p.
ISBN 978-2-7535-0602-2.

- ¹ Après un préambule amical sur l'attachement breton et le rayonnement scientifique de Jean Kerhervé, les éditeurs donnent la liste de ses travaux et publications : 134 en plus de la thèse d'État de 2300 pages datant de 1986. Cinquante contributeurs ont rédigé des articles courts d'une dizaine de pages, accompagnés de sources inédites, en hommage au professeur d'histoire médiévale à l'UBO. Au-delà de la diversité des textes dont on aura la preuve ci-dessous, on remarque le choix manifeste d'une histoire concrète fondée sur les archives, miroir des centres d'intérêt de J. K. L'argent y apparaît comme un sésame de l'histoire d'un État, de ses structures et de ses populations. Il permet d'affirmer le rang du duché et de légitimer l'État. L'ouvrage comprend cinq parties : « Les premiers temps » (7 art.) ; « Le duc, les rois XIII^e-XVI^e siècles » (14) ; « L'argent XIV^e-XV^e siècles » (13) ; « Les hommes XIV^e-XV^e siècles » (11) ; « Après le Moyen Âge » (5).

- 2 Au total, 646 pages où l'impôt, la monnaie, les institutions financières de la principauté bretonne des ducs de Montfort (1364-1514) ont la part belle. L'histoire des finances comprend aussi l'étude des gens de finances, de leurs familles et parentés. Elle rend possible l'appréhension des hommes, de leurs culture et modes de vie.
- 3 1^{ère} partie : Les premiers temps.
- 4 Brigitte Lion, « Les femmes du roi Arrapha d'après les documents administratifs de Nuzi (XIV^e siècle av. J.-C.) », p. 17-29 (y compris deux cartes des royaumes de Haute-Mésopotamie).
- 5 C'est le goût de Jean Kerhervé pour les archives de l'État qui justifie ce premier article sur les documents administratifs d'un royaume installé sur la rive orientale du Tigre. Les chercheurs disposent de tablettes, issues de fouilles des années 1925-1931, sur les épouses du roi. On distingue la première épouse qui vit dans la capitale et les autres. Ces dernières vivent dans des résidences royales connues grâce aux documents qui énumèrent les distributions de trois produits de base (grains, laine, huile) dont elles jouissent. Musiciennes et concubines forment au total un groupe de 50 femmes du roi.
- 6 Bertrand Lançon, « Argent et christianisation à l'époque théodosienne (fin IV^e siècle-début V^e siècle) : prolégomènes à une histoire financière de la christianisation de l'Empire romain », p. 31-37.
- 7 Cet article est une incitation, à partir de l'étude de trois cas, à une recherche sur le rôle qu'a joué l'argent dans l'extension du christianisme aux IV^e-V^e siècles. Non pas sur les donations qui ont permis d'édifier le patrimoine de l'Église romaine, déjà étudiées, mais sur les incitations financières à devenir chrétien. Le premier document est le *Code théodosien* : sept décrets impériaux traitent de la suppression de la faculté de léguer et d'être légataire pour les chrétiens apostats. Ce qui constitue une double amputation, matérielle et civique. Le deuxième (*La vue de Porphyre de Gaza*) énonce le cas des dons impériaux faits à l'évêque de Gaza pour l'aider à consolider le culte chrétien dans sa ville, ou si l'on reprend B. L., pour « l'élimination des cultes païens ». Et le troisième (*La vie de Mélanie la Jeune*) décrit la distribution exceptionnelle des biens du couple chrétien Pinien-Mélanie, issu de la famille Valeria, au profit des églises et communautés chrétiennes de tout l'Empire romain.
- 8 André Chédeville, « Des Bretons d'origine iranienne : mythe ou réalité ? », p. 39-47.
- 9 A. C. retrace l'histoire et l'historiographie des Alains, peuple nomade iranophone qui passe le Don au I^{er} siècle ap. J.-C. Poussés par les Huns, les Alains sont entraînés par les Goths vers l'Ouest. Il est attesté que les Alains sont présents en Armorique (entre Seine et Gironde). La présence du nom « Alain » chez les Bretons et l'utilisation de la cavalerie, où les Alains excellent, par les Bretons ne sont pas aux dires de A. C. des preuves de l'influence alaine. Il existe cependant des similitudes chronologiques et géographiques : des bandes d'Alains et de Bretons ont été présents dans les Pays de la Loire au milieu du Ve siècle.
- 10 Joëlle Quaghebeur, « *Censum, tributa et munera* : la perception de l'impôt en Bretagne au Haut Moyen Âge », p. 49-59.
- 11 À l'été 818, Murman, roi de Bretagne, répond à l'empereur Louis le Pieux que l'Armorique ne relève pas du pouvoir franc et que la loi franque ne doit pas s'y appliquer. Murman s'affirme comme le chef légitime et refuse d'acquitter l'impôt au pouvoir franc : *censum sive tributa*. Louis le Pieux entreprend alors une guerre contre les insurgés, Bretons

ingrats, bouffis d'orgueil, selon Ernold le Noir dans le *De aremorico bello*, extrait (501 vers) du long poème (2649 vers) qu'il dédie à Louis le Pieux. L'événement permet de reposer la question du statut de l'Armorique à l'égard du pouvoir franc. Ernold retrace l'installation des Bretons en Armorique (avant 476) et leur acquittement d'impôts aux *Galli*, puis aux rois francs à partir de la victoire de Clovis revêtu à partir de 508 des insignes du consulat, et disposant par conséquent de l'*auctoritas* et de la *potestas*, et enfin à l'empereur franc pourvu de l'*imperium* à partir de 800. Les Bretons ne sont pas arrivés dans une contrée déserte ; les Armoricains habitaient la « Bretagne ». Grégoire de Tours relate d'ailleurs des heurts opposant les Armoricains aux Bretons nouveaux venus (X, 9), où l'on voit des notables de Vannes se plaindre au roi franc de l'oppression des Bretons. Le vocabulaire employé par le roi Murman (*census*, *tributa* et *munera*) renvoie, pour les deux premiers, à des impôts publics instaurés dans l'Empire romain, justifiant par conséquent des infrastructures de perception : il faudrait comparer le « ran », présenté comme spécifiquement breton, avec le *jugum*, base du recensement romain. J. Q. suggère que Murman appartenait avant la guerre à la hiérarchie des hauts fonctionnaires de l'Empire. Il était roi, d'une royauté subordonnée concédée par l'empereur. La subordination explique peut-être le silence concernant les origines de Nomenoe, fils ou petit-fils d'un roi subordonné...

- 12 Véronique Gazeau, « Traduction du sermon prononcé lors de la consécration de Saint-Bénigne de Dijon par Guillaume de Volpiano », p. 61-65.
- 13 Présentation de la double version latine et française d'un sermon prononcé le 30 octobre 1016 par l'abbé Guillaume de Volpiano. On le trouve dans la *Vie de Guillaume de Volpiano* écrite par Raoul Galber. L'abbé Guillaume a fait construire une nouvelle basilique sur l'emplacement du tombeau de l'apôtre Bénigne. Il stigmatise dans son sermon les péchés, plus particulièrement ceux qui sont dus aux nouveautés vestimentaires et capillaires. La mode a changé selon l'abbé : les habits sont raccourcis et fendus sur le côté, la barbe est rasée et les laïques portent les cheveux sur le haut du crâne – comme des moines ? Comme le suggère V. G., la critique de Guillaume s'expliquerait en partie par l'inquiétude d'un risque de confusion entre les différents ordres de la société.
- 14 Éric Limousin, « L'entrée dans la carrière à Byzance au XI^e siècle : Michel Psellos et Jean Skylitzès », p. 67-76.
- 15 Le très savant conseiller de l'empereur, Michel Psellos, hypathos des philosophes, s'attribue un rôle politique dans sa *Chronographie*, mais seul Jean Skylitzès confirme le point et le mentionne. Les lettres de Psellos, traduites en annexe (p. 76), nous apprennent qu'il a favorisé la carrière de Skylitzès. D'où la présentation élogieuse de l'homme public mêlant culture et action politique.
- 16 Noël-Yves Tonnerre, « La création des prieurés nantais de l'abbaye Saint-Serge d'Angers », p. 77-85.
- 17 Plus modestement que Marmoutier, l'abbaye Saint-Serge a joué un rôle dans le renouveau de l'église bretonne des XI^e et XII^e siècles par la restauration d'anciens monastères, la multiplication des prieurés, qui compensent les défaillances paroissiales, et la création de bourgs. Saint-Serge date du début du VIII^e siècle. Witbold, chapelain de Charlemagne, en reçoit l'abbatiate. Au X^e siècle, son abbé est l'évêque d'Angers. Les XI^e et XII^e siècles sont marqués par son expansion et la vigueur de sa vie intellectuelle. Saint-Serge a 38 prieurés dont 28 en Anjou, 3 en pays nantais, 2 rennais, 2 manceaux et 3 en Cornouailles britannique. Une carte p. 80. Les 3 prieurés nantais (du pays de Retz) sont : Rouans et

Pornic, liés au transport du sel de la baie de Bourgneuf, et Chéméré, situé sur une voie terrestre active. Les trois sont les témoins et acteurs d'une forte activité économique qui a duré jusqu'à la Révolution.

- 18 2^e partie Le duc – Les rois.
- 19 Yves Coativy, « La bataille de Châteaubriant (3 mars 1223) : un Bouvines breton ? », p. 89-95.
- 20 La bataille de Châteaubriant a opposé Pierre de Dreux, duc de Bretagne, au sénéchal d'Anjou, Maine et Poitou, Amaury de Craon. Le duc est victorieux. Y. C. pose la question : peut-on dire que Châteaubriant fut une journée qui a fait la Bretagne au même titre que Bouvines a fait la France ? Le dossier est composé de chroniques contemporaines et postérieures à la bataille, jusqu'à l'historiographie du XIX^e siècle (Preuves, p. 96-101). Il existe des similitudes, car c'est l'armée inférieure en nombre qui l'emporta, car il y eut attaques simultanées sur deux fronts, car les deux princes s'engagèrent dans la bataille, car le perdant s'enfuit. Guillaume le Breton est le mieux renseigné : il compare dans la *Philippide* le duc de Bretagne au roi de France. Mais l'événement eut un faible impact dans l'histoire de Bretagne alors qu'il est capital pour la compréhension de l'installation des Dreux au pouvoir.
- 21 Yves Gallet, « Les ducs, l'argent, les hommes ? Observations sur la date présumée du chevet rayonnant de la cathédrale Saint-Corentin de Quimper (1239) », p. 103-116.
- 22 Cet article est un retour d'enquête sur la date de reconstruction en style gothique rayonnant du chevet de la cathédrale de Quimper (cf. schéma). Fixée en 1239-1240 par l'archiviste départemental R.F. Le Men — Saint-Denis date de 1231 — sur trois preuves. Le texte datant de 1239 rédigé par l'évêque Rainaud sur la *reparatio* de l'église ne signifie pas forcément le lancement du chantier (réfutation de la 1^{ère} preuve). La tombe de l'évêque, mort en 1245, ne se trouve pas dans l'enceinte du déambulatoire mais dans une autre église (réfutation de la 2^e). Quant à l'unité architecturale du déambulatoire et des chapelles rayonnantes du chevet, elle est controuvée par l'observation (cf. photos). En réalité, la construction a fait l'objet de 4 campagnes à partir du dernier tiers du XIII^e siècle dans le contexte du renouveau urbain.
- 23 Bernard Tanguy, « Une charte inédite d'Henri III roi d'Angleterre (1216-1272) », p. 117-121.
- 24 Publication de la charte datant de 1262 (p. 120) et des lettres patentes d'Henri III au vicomte de Rohan (p. 120-121). Le texte nous apprend que le vicomte Alain de Rohan prit le parti du duc Pierre Mauclerc et fit allégeance au roi Henri III. Il reçut 100 marcs du roi, plus la promesse de 100 marcs de terres en Angleterre. Roland de Dinan, rare seigneur breton à suivre cet exemple, reçut les mêmes avantages.
- 25 Philippe Contamine, « Serments bretons (8-15 septembre 1427) », p. 123-132.
- 26 Le traité de Troyes de 1420 prévoyait que les grands, les cités et notables communautés prêteraient serment d'obéir à Henri V. Entre 1420 et 1425, le duc de Bretagne, Jean V, oscille entre l'allégeance à Henri V qui meurt en 1422 ou au régent de France, Bedford, et une réconciliation avec Charles VII. Bedford déclare la guerre au duc en 1426. Menacé d'invasion, Jean V reprend contact avec Bedford et s'engage à prêter serment, lui, les grands et les cités de Bretagne (juillet 1427), c'est-à-dire qu'il souscrit au traité de Troyes. C'est un accord né de la peur. Alain Bouchard donne la liste et le contenu des serments dans ses *Grandes chroniques de Bretagne*. Les formulations du serment (trésor des chartes, J

- 244 B) montrent des différences significatives concernant les titres des princes et les privilèges de la Bretagne.
- 27 Franck Collard, « 'Et est ce tout notoire encores a present audit païs' : le crime, la mémoire du crime et l'histoire du meurtre de Gilles de Bretagne au procès du maréchal de Gié (1450-1505) », p. 133-145.
 - 28 F. C. donne ici un exemple de réécriture de l'histoire par chroniques et témoins interposés. On connaît les rumeurs de fraticides chez les Valois : Louis d'Orléans/Charles VI et Louis XI/Charles de Guyenne ; en Bretagne : duc François I^{er}/Gilles, son jeune frère mort à 26 ans en 1450. F. C. livre en annexe un extrait de la *Chronique et histoire des Bretons*, Paris, BnF, fr. 8266, fol. 381v-383r (p. 142-143), écrite par Pierre Le Baud en 1450, futur aumônier de la reine Anne, femme de Louis XII. La mémoire du crime resurgit en 1505 lors du procès du maréchal de Gié, Pierre de Rohan. Pierre Le Baud donnait alors une nouvelle version à sa chronique, intitulée *Histoire des Bretons*. Un lien fut établi entre les deux crimes dans le but de prouver que si le grand-père Rohan avait été impliqué dans la mort de Gilles, il ne fallait pas s'étonner que le petit-fils ait les mêmes gènes criminels.
 - 29 Bernard Merdrignac, « Saint Mériadec dans le *Bréviaire* vannetais de 1589 », p. 145-159.
 - 30 Reconstitution de la biographie de saint Mériadec grâce aux *lectiones* du *Bréviaire* (extraits, p. 145-147) et des fresques de la chapelle de Stival (ill. p. 153, 155, 157). Saint protecteur des Rohan, d'illustre ascendance, Mériadec a été successivement évêque de Vannes, de Dol et ermite. Le *Bréviaire* est rédigé dans le contexte post concordataire de 1516, c'est-à-dire après que le rôle des chanoines des chapitres cathédraux dans l'élection des évêques a été anéanti.
 - 31 Philippe Josserand, « État de fait, état de droit ; un document inédit sur l'ingérence royale dans l'élection du maître de Santiago au temps de Pierre I^{er} de Castille », p. 161-170.
 - 32 La genèse de l'État moderne a eu lieu très tôt dans le royaume de Castille. Y ont contribué les ordres militaires. L'élection du grand maître de l'ordre de Santiago à l'automne 1359 est bien documentée (annexe, p. 169-170), voulue par Pierre I^{er}, confirmée par les frères réunis par le précepteur du fils du roi.
 - 33 Juan Carrasco, « 1328 ; extinction des derniers Capétiens directs et crise dynastique », p. 171-179.
 - 34 En 1328, une nouvelle dynastie arrive en Navarre : les Évreux, en la personne de Philippe, comte d'Évreux, devenu Philippe III de Navarre, mari de la fille de Louis X, en possession du comté d'Angoulême et de Mortain qui s'ajoutent à ceux d'Évreux et Longeville. Les problèmes monétaires entraînent l'émission d'une nouvelle monnaie : le denier carlin (1352-1353) avec monnayage pour le prince. On explique la date tardive de cette monnaie par la présence importante de pièces étrangères dans le royaume, surtout le florin aragonais et l'écu français, due aussi à la pénurie monétaire. La frappe de la monnaie d'or en 1355 et des gros tournois blancs en argent sont le point de départ de la stabilité monétaire.
 - 35 Pierre Monnet, « Le roi d'un rêve, le rêve d'un roi : Charles IV à Terenzo en 1333 », p. 181-193.
 - 36 Charles de Luxembourg, futur empereur (1355) Charles IV, raconte dans sa *Vita* (ch. VII, p. 181-182 ; miniature, p. 193) le rêve où lui apparaît le châtiment en 1333 de son cousin Guigues VIII de Vienne, châtré pour ses péchés de luxure. Autobiographie précieuse à cause des multiples relations qu'entretiennent les Luxembourg et les Valois, la *Vita*

recouvre les années 1316-1346 ; les 20 chapitres sont rédigés de 1346 à 1350, alors que Charles est roi de Bohême. Le programme date de 1348. On comprend que la *Vita* est une entreprise de légitimation de Charles, roi juste, sage et pieux. Le rêve de 1333 est une construction a posteriori qui appelle à la conversion.

- 37 Heribert Müller, « Siègle, rang et honneur : la querelle de préséance entre la Bretagne et la Bourgogne au concile de Bâle (1434) », p. 195-205.
- 38 Les réunions du concile de Bâle (1431-1449) ont donné lieu à des querelles de préséance. Chacun des ducs prétendait à la première place et faisaient assaut d'arguments où l'on lisait pêle-mêle que sainte Hélène, mère de Constantin, était fille d'un roi breton, que les Bretons ont eu un roi, qu'ils ne sont pas vassaux du roi de France, mais ses cousins proches ; et que le duc de Bourgogne est d'ascendance troyenne, parents des rois, protecteur de la foi chrétienne. La configuration de la cathédrale de Bâle permit à chacun de garder la face avec un avantage pour la Bourgogne. Tout ceci n'est pas signe de vanités, mais reflet de l'ordre politique : le rang doit être public. Aussi les arguments sont préparés et l'histoire instrumentalisée. On remarque que les ducs aiment à se dire indépendants de la Couronne de France, mais ayant des parentés avec le roi de France.
- 39 Béatrice Leroy, « Alfonso de Cartagena et la prééminence du roi de Castille sur le roi d'Angleterre », P. 207-217.
- 40 B. L. étudie un cas de querelle au même concile de Bâle entre Castille et Angleterre. L'évêque de Burgos (1435-1456) Alfonso de Cartagena prend la défense de la Castille, dont la prééminence est combattue par les Anglais. La personnalité d'Alfonso est bien connue : il est le fils du rabbin devenu évêque de Burgos. Le fils a succédé au père. Il expose le 14 septembre 1434 la grandeur royale de la nation castillane, l'ancienneté du lignage, la mémoire des bénéfices reçus. Le royaume d'entière liberté a eu des empereurs, il est plus anciennement chrétien ; la Castille est plus vaste, plus diverse et on y trouve plus de villes. « En Angleterre, il n'y a pas tant de nations, ni tant de jolies différences entre les gens ». La cour est plus brillante ; la Castille a toujours combattu les Infidèles ; des conciles ont été tenus sur son sol. Le texte restera dans les mémoires espagnoles.
- 41 Jean-Pierre Barraqué, « L'idéologie politique en Béarn au XV^e siècle », p. 219-229.
- 42 Une nouvelle organisation politique succède au despotisme de Gaston III Fébus : les États de Béarn et une nouvelle assemblée où chacun a une voix. Le pouvoir des États de Béarn augmente au XV^e siècle concernant les décisions économiques, la levée des troupes et la fiscalité. Cette croissance est fondée sur l'antériorité du pays face au souverain. Chaque nouveau roi doit prêter serment de respecter le pacte béarnais. Le choix du souverain est fondé sur la générosité (mains ouvertes). C'est pour cela qu'il est choisi par les Béarnais. Il est appelé à maintenir l'autonomie du corps social par rapport au pouvoir politique et judiciaire.
- 43 Jean-François Lassalmonie, « Le roi, l'argent et les hommes. Les comptes des pensionnaires bretons de Charles VIII au temps de la conquête française (1485-1491) », p. 231-248.
- 44 À partir des comptes (AN, KK 79, fol. 143r-160r, édités p. 241-248), J.-F. L. étudie le fonctionnement des finances royales sous Charles VIII. Les comptes sont tenus par Olivier Barrau avant et pendant la guerre entre la France et le duché (1487-1491). On passe de 15 pensionnaires en 1485 recevant 25 000 l.t. à 43 en 1490 recevant 49 080 l.t. François de Laval et trois Rohan forment le fonds des pensionnaires. La pension moyenne est de 721 l.t. en 1487 à 1383 l.t. en 1491. Mais 48 % du volume est reçu par deux personnes en 1485,

77 % par quatre en 1491. Les fonds de pension sont d'abord assignés sur le trésorier et receveur général des finances du Languedoc, puis il y eut diversification régionale : Languedoc et Normandie finissent par en assumer le poids financier. Olivier Barraud en tirait un salaire de 800 à 1600 livres selon les années.

- 45 Odile Kammerer, « Activité diplomatique entre villes-États : Bâle et Mulhouse. Traité d'alliance de 1506 », p. 249-258.
- 46 En 1506, la ville de Mulhouse, 2000 habitants, signe un traité d'alliance avec Bâle, 9000 habitants, qui la protège des Habsbourgs moyennant des aides financières ponctuelles (annexe, p. 255-258). Exemple de diplomatie entre villes qui profitent de la faiblesse du pouvoir impérial pour Bâle, et de la liberté dont elle jouit face à l'évêque pour Mulhouse. Bâle appartient depuis 1501 à la Confédération. La ville voyait dans Mulhouse une porte vers la Bourgogne et la France. Le traité est conclu par les chefs des gouvernements urbains, leurs conseils et les métiers sur la base de la *conjuratio*. Petites villes mais grande diplomatie.
- 47 3^e partie : L'argent.
- 48 Jean-Christophe Cassard, « L'affaire de Bretagne à travers le *Journal du Trésor* de Philippe VI », p. 261-269.
- 49 Un compte du Trésor de Philippe VI de 1349-1350 nous informe sur la guerre de Bretagne, plus particulièrement sur un reliquat de dette ancienne. Les montants des soldes et déplacements sont précisés, les agents payeurs connus. La monarchie rembourse souvent avec retard : elle fait la guerre à crédit. La monnaie ayant changé entre temps, les sommes sont converties à l'avantage du roi.
- 50 Michael Jones, « Sur les pas du connétable de Richemont : quelques sources financières inédites », p. 271-281.
- 51 Publication de 4 documents extraits des comptes de l'hôtel du connétable de France, Arthur de Richemont (1425-1458). Le 1^{er} renseigne sur les semaines précédant sa nomination. Le 2^e son exil de 1429-1434. Le 3^e la reprise de Paris en 1346. Et le 4^e le début de l'année 1453. On y trouve des informations sur ses épouses et parents, et ses contacts diplomatiques, son mode de vie luxueux, sa libéralité, sa piété, ses multiples déplacements.
- 52 Jean-Luc Sarrazin, « La comptabilité de la seigneurie de Bouin en 1473-1474 d'après le compte de rachat de la baronnie de Rays », p. 273-298.
- 53 J.-L. S. exploite un fragment du fonds de la chambre des comptes de Bretagne : le registre de 170 feuillets des comptes du rachat de la baronnie de Rays qui informe sur la comptabilité de la seigneurie de Bouin (annexe, p. 289-298). Cette seigneurie est une île de la baie de Bourgneuf qui a trois seigneurs : l'un en Poitou et les deux autres en Bretagne. La seigneurie a des activités salicoles. On trouve la liste des contribuables, des prélèvements seigneuriaux — on notera le « troncage » ou « quart denier » destiné au tronc de l'église —, les modes de recouvrement et les rendements. La récolte de 1474 fut médiocre mais la seigneurie avait des stocks qui furent vendus à profit la même année.
- 54 Alain Gallicé, « État et mutations de la possession du sol dans le bassin salicole guérandais ; l'exemple des salines de la seigneurie de Campsillon sur la paroisse de Batz vers 1495 », p. 299-311 (y compris des pièces justificatives, p. 309-311).
- 55 La seigneurie de Campsillon appartient aux salines de Guérande. Chaque saline est décrite ; nom, détenteur des unités d'exploitation (« œillets »), superficie, base

d'imposition. Au total, 23 salines qui totalisent 739 œillets. La propriété laïque domine à 80 %, nobiliaire surtout.

- 56 Michèle Boccard, « Commande et financement des œuvres d'art : à travers les comptes de fabriques de Sainte-Melaine et Saint-Mathieu de Morlaix », p. 313-322.
- 57 Les extraits des comptes des fabriques (annexes, p. 320-322) énumèrent la liste des recettes en rentes et dons, et les dépenses ordinaires et extraordinaires. Les procureurs (2 à 4) de la bourgeoisie marchande locale sont les garants des décisions de l'assemblée des paroissiens. Les différentes étapes sont mises en avant : décision par l'assemblée des paroissiens, rassemblement des fonds, achat des matériaux — des pierres dans le cas présent —, et le choix des artisans.
- 58 Élisabeth Gaucher, « Les recettes du diable : le pouvoir et l'argent dans *Richard sans Peur* », p. 323-330.
- 59 Richard I^{er} (942-996), duc de Normandie, a inspiré plusieurs œuvres qui lui prêtent des combats nocturnes avec le diable. *Richard sans Peur* a été écrit au XV^e siècle par un auteur anonyme. On y voit Richard affronter et résister au démon Brundemor par son pragmatisme et son sens des intérêts seigneuriaux, à l'exemple de la tentation où le duc cueille trois pommes d'un pommier magnifique ; il ne les mange pas mais en extrait les pépins et développe ainsi les vergers les pommeraies de Normandie.
- 60 Jacques Queinnec, « L'intégration des comptes du receveur de Toulouse dans la comptabilité du Trésor à la fin du XIII^e siècle », p. 331-344.
- 61 À partir des comptes (1298-1299 et 1301) du receveur du roi dans la sénéchaussée de Toulouse et d'Albi, Simon Louard, et du *Journal du Trésor* du Louvre (1296, 1298-1300) — présentés en annexes aux pages 342-344 —, J. Q. met en avant les mécanismes comptables et les difficultés financières en temps de guerre. En effet, d'importantes avances de trésorerie sont faites au receveur Simon Louard par les monnayeurs de Toulouse, au total 135 000 l.t. payées sur les recettes du monnayage.
- 62 Élisabeth Lalou, « *Per cedulam* : notes pour une diplomatique des cédules et mandements au trésor du roi (fin XIII^e-début XIV^e siècle) », p. 345-352.
- 63 À partir de 1300, le roi de France paye les gens de son hôtel de la manière suivante. Les rentrées d'argent au trésor du Temple (depuis 1190) sont notées, les retraits d'argent sont faits par les hommes du roi ou par les gens du roi qui doivent régler leur dû par des cédules qui attestent les sommes. On dénombre environ 60 mandements, quittances et cédules dans le fonds Clairambault des années 1299-1300 de la BnF (annexes, p. 350-352). Le roi émet un mandement scellé, l'intéressé se rend au Trésor qui garde le document. Le trésorier inscrit la transaction au *Journal du Trésor*. Le bénéficiaire reçoit un reçu scellé de son sceau.
- 64 Jean Favier, « Confusion monétaire et exécution des contrats en 1421 », p. 353-363.
- 65 Le renforcement de la monnaie favorise les créiteurs rentiers, les propriétaires et les usuriers, son affaiblissement soulage et satisfait le menu peuple, les locataires et les marchands ayant acheté à terme. L'ordonnance du 15 décembre 1421 (P.J., p. 359-362) est émise dans un contexte de fréquences des mutations monétaires et se réfère au renforcement du 3 novembre 1421. Les loyers sont multipliés par 8. Les articles révèlent les différences en fonction du paiement de chaque denrée. L'ordonnance est un exemple de théorie modulée par le réalisme. L'article est accompagné d'un tableau du pied de la monnaie 1419-1422, p. 363.

- 66 Philippe Lardin, « Un double système de comptabilité : la crise monétaire de 1420-1422 en Normandie », p. 365-375.
- 67 À partir d'extraits du tabellionage de Rouen (p. 365), P. L. attire l'attention sur les relations entre la monnaie de compte utilisée par les rédacteurs et la monnaie réelle dans le contexte de la crise monétaire des années 1420-1422. Les Anglais prennent Rouen et lui impose une composition de 400 000 livres en or. Les prix augmentent de manière vertigineuse. Les registres du tabellionage informent sur les réactions des Normands aux troubles monétaires. Le gros valait 20 sous, mais il est composé de moins en moins d'argent et de plus en plus de métal vil. Le gros est officiellement déprécié à Rouen le 12 avril 1421 : il est ramené à 3 deniers, et le 1^{er} décembre à 2 deniers. Puis la pièce est démonétisée. Une nouvelle pièce, le double nouveau, de 2 deniers est mise en circulation. Les actes du tabellionage reflètent ces mutations par les précautions prises : les différentes transactions sont exprimées en forte et en faible monnaie.
- 68 Henri Dubois, « Sel et finances : une intervention du Téméraire (1469) », p. 377-385.
- 69 Dans le contexte de la crise financière du duché de Bourgogne, H. D. s'intéresse à la crise de trésorerie de Salins (lettre de Charles le Téméraire du 22 août 1469, p. 384-385). Averti des abus commis à la saunerie qui incriminent ses dirigeants, le duc entend qu'ils soient réprimés. Mais il est difficile de réformer le fonctionnement de la saunerie faute de contrôle sur place.
- 70 Albert Rigaudière, « Requête des habitants de la bonne ville d'Aurillac pour une révision de l'assiette de la taille royale en 1480-1481 », p. 387-402.
- 71 Le registre de délibération des années 1480-1481 (annexes p. 399-402) met en lumière les obstacles qui séparent le vote de l'impôt de sa rentrée effective. Les temps difficiles amènent les édiles aurillacois à demander une révision de l'assiette de la taille. La requête ouvre la voie à une transaction. Le dossier renseigne sur les hommes, les sommes, les étapes du dialogue entre les édiles et le pouvoir royal, et également sur les querelles locales entre Aurillac et Saint-Flour concernant la domination de la Haute-Auvergne.
- 72 Hervé Martin, « Le dominicain Jean Clérée (vers 1455-1507), les marchands et les manieurs d'argent », p. 403-413.
- 73 Le sermon (BnF, Rés. D. 15447), dont H. M. donne des extraits traduits en français, du futur maître général des dominicains Jean Clérée utilise la métaphore financière pour faire comprendre l'économie du salut. H. M. y voit le fruit d'une expérience concrète de gestionnaire au fait de la mise en ordre des comptes, des abus des prélèvements financiers — il y est dit que boire est moins grave que tondre le peuple (p. 405-406). S'y succèdent les images du bon et du mauvais marchand, le thème de la restitution des biens dans une langue alerte et souvent dialoguée.
- 74 4^e partie : Les hommes.
- 75 Patrick Kernévez, « La Roche-Maurice, forteresse des vicomtes de Rohan », p. 417-428 (y compris une carte, p. 418).
- 76 Les Rohan maintiennent La Roche-Maurice comme unique forteresse en état de défense dans la seigneurie de Léon aux XIV^e et XV^e siècles. P. K. apporte des éléments chronologiques qui permettent de réécrire l'histoire du château de La Roche-Maurice au temps des quatre vicomtes de Rohan : Jean I^{er} 1352-1396, Alain VIII 1396-1429, Alain IX 1429-1462 et Jean II 1462-1517.

- 77 Olivier Guyotjeannin, « Deux Bretons de Paris au début du XV^e siècle : les testaments d'Yves de Kerengar et Guy Raoul », p. 429-439.
- 78 Le registre où le Parlement de Paris transcrivait les dernières volontés des testateurs a été conservé : soit 240 testaments pour les années 1398-1421. O.G. en publie deux en annexe, p. 431-439 ; ils sont extraits de l'édition électronique collective de l'École des Chartes. Le testament d'Yves de K. est en latin et date de 1410, celui de Guy Raoul est en français et date de 1416, plus un codicille en 1418. Les deux Bretons sont des clercs originaires du diocèse de Léon. Les testaments manifestent leur attachement à leur pays natal et les liens qu'ils ont noués avec d'autres Bretons de Paris.
- 79 Jean-Pierre Leguay, « Les abords du château des ducs : Sainte-Radegonde, Saint-Laurent et Richebourg au XV^e siècle », p. 441-456 (y compris bibliographie p. 455 et carte p. 456).
- 80 Au Sud-Est de Nantes se trouvent le château des ducs et les paroisses de Sainte-Radegonde et Saint-Laurent ; le faubourg de Richebourg est situé à l'Est de cet ensemble, extra-muros. Le quartier évolue en fonction des relations entre Bretagne et France. La guerre entraîne des destructions et expropriations. Ce quartier original est étudié à partir des registres de comptes municipaux. Sainte-Radegonde compte 48 ménages sur les 2000 nantais ; Saint-Laurent a 14 ménages. Le faubourg est en expansion. Le château tombe en 1491, ce qui entraîne une nouvelle vie du quartier.
- 81 Bertrand Schnerb, « Des Bretons à la cour de Bourgogne sous les deux premiers ducs de la Maison de Valois (du milieu du XIV^e au début du XV^e siècle) », p. 457-475.
- 82 Les Bretons du duc de Bourgogne sont surtout des nobles et des gens de guerre entrés à leur service dans les années 1363-1419, surtout 1388. Ce sont aussi des membres de l'entourage d'Olivier de Blois, comte de Penthièvre, qui a épousé la fille de Jean Sans Peur en 1406. Le même duc qui attend à la vie du duc de Bretagne Jean V en 1420, ce qui amène bien des changements dans les relations. Les Bretons appartiennent également à l'hôtel ducal, surtout sous Philippe le Hardi et Jean Sans Peur, en tant que chambellans, joueurs accueillis par les ducs qui financent leurs dépenses. On trouve donc des liens diplomatiques, des capitaines de compagnie et des retenues au sein de l'hôtel pour un petit nombre. Annexe p. 475 : gages de Jean de La Chapelle, chevalier de Bretagne, 1405.
- 83 Laurence Moal, « Des mercenaires anglais à Rennes en 1488 : une occasion pour faire ripaille », p. 477-486.
- 84 Un acte des A.M. de Rennes (AA 21, annexe p. 485-486) fait le compte des dépenses réalisées à l'occasion d'une réception des mercenaires anglais à Rennes en 1488. Le duc François II est alors en guerre contre la France depuis 1487. Scallès, dont la sœur a épousé Edouard IV, prend la tête d'un détachement d'environ 300-700 pro-bretons. C'est cette troupe réduite de moitié par l'embuscade de Dinan qui est accueillie à Rennes. L'itinéraire d'entrée dans la ville, les musiciens, les tables préparées, le festin manifestent l'hospitalité du duc.
- 85 Claude Gauvard, « 'Ainçois diserent que Breton et Angevin estoient tout un' : Breton, une identité à risque devant la justice vers 1400 », p. 487-497.
- 86 Tenants et aboutissants d'un procès au Parlement le 22 juin 1408 entre Olivier Odefroy et Valentine Visconti, duchesse d'Orléans et de Valois, qui se termine par l'élargissement de l'appelant le 7 juillet 1408 (P.J., 496-497). L'affaire oppose le carrier, Olivier Odefroy, au prévôt de la Ferté-Million, Jehan Le Mercier qui le prend en haine et le fait emprisonner. Olivier est interrogé en 1^{ère} instance, menacé de torture ; il fait appel au Parlement. Le

prévenu a été pris *ex officio*, a été dénoncé, d'où la procédure inquisitoire qui est appliquée. Les juges s'enquière de la *fama personae* du prévenu. Difficile à établir à cause des déplacements multiples, des incertitudes sur son nom, ses anciens métiers. Olivier est entouré de « haineux » et de « bienveillants » (p. 490-491). Bien au courant des institutions judiciaires, Olivier joue des rapports de force entre autorité locale et Parlement.

- 87 Véronique Lamazou-Duplan, « Noble Guillaume Pierre Pagèse, chevalier : un affairiste à Toulouse au XV^e siècle », p. 499-512 (y compris cartes et tableaux, p. 505, 510).
- 88 Les Pagèse sont des bourgeois fortunés, possessionnés dans la région et la ville de Toulouse. V. L.-D. fait état des biens d'un héritier de Guillaume Pagèse au XV^e siècle, noble par son mariage et l'achat d'une seigneurie, plusieurs fois capitoul. Il dispose d'un patrimoine foncier qu'il met en valeur et c'est aussi un propriétaire urbain. Actif à acheter et vendre, il est très au fait des arcanes financiers et juridiques. Il participe à la relance de l'économie toulousaine des années 1430-1440.
- 89 Françoise Lainé, « L'infanterie de Pierre IV en Roussillon », p. 513-527 (y compris annexe p. 525-527, extraite des archives de la Couronne d'Aragon, et tableaux p. 518-520, 522).
- 90 Le renouvellement de l'historiographie militaire des pays de la Couronne d'Aragon met l'accent sur le développement de la fiscalité : impôt et guerre vont de paire. F. L. étudie le registre des paiements faits aux gens de pied qui participent à la campagne de Roussillon en 1344, et nous informe sur la réunion et la composition d'une armée soldée de 7000 hommes à 60 % Catalans.
- 91 Michel Hébert, « L'armée provençale au milieu du XIV^e siècle : un document nouveau », p. 529-537.
- 92 Éditeur des *Regeste des États de Provence, 1347-1480* en 2007, M. H. propose ici l'étude d'un document en latin informant sur la constitution d'une armée du pays (Annexe, A.M., Sisteron, p. 536-537). La guerre est endémique en Provence et suppose une mobilisation des hommes et des ressources. Le pays est assemblé en 1359 à Aix pour établir une armée nationale, et non une cavalcade générale, levée proportionnellement aux moyens, et non plus coutumièrement. Le document fait état de la contribution militaire des barons et nobles, des clercs et des communautés. Le commandant de la troupe est un capitaine gagé. Cette procédure se développe : elle révèle une prise de conscience de l'assemblée de son rôle et de ses fonctions.
- 93 Jean-Michel Cauneau et Dominique Philippe, « La *Remembrance de Du Guesclin* : mystères et enseignements d'un manuscrit angevin », p. 539-557.
- 94 Les auteurs réexaminent le poème contemporain de fêtes de Saint-Denis données en 1389 par Charles VI en mémoire de Du Guesclin mort en 1380. La *Remembrance de Du Guesclin* est un poème de 136 vers présent dans un seul manuscrit (B.M. Angers, ms 549) dont nous trouvons ici des reproductions (p. 541) et la transcription (p. 553-556), la photo du tombeau au Puy-en-Velay, et la notice des personnages cités (p. 557). L'anonyme auteur de la *Remembrance* est un bon versificateur. Le poème rend hommage au serviteur de l'État, 10^e Preux, qui « tant amoit » le peuple.
- 95 Stéphane Curveiller, « Un document exceptionnel : une carte du Calaisis sous la domination anglaise de 1346 à 1558 », p. 559-570.
- 96 S. C. a découvert cette carte aux A.D. du Pas-de-Calais (ill. et cartes p. 559, 560, 565, 569, 570). Elle a été dessinée au XIX^e siècle. Elle mesure 1,55 m sur 0,80 m. La source date de

1556. Elle couvre la zone côtière entre Gravelines et Escales et 10 km de profondeur terrestre. Calais est reprise en 1558 par le duc de Guise. Mais jusque-là, c'était un îlot continental appelé « Pale » par les Anglais. Villes, fortifications, paroisses, abbayes, forêts, voies d'eau, axes terrestres y sont minutieusement dessinés, confirmés par des cartes postérieures.

- 97 5^e partie : Depuis le Moyen Âge.
- 98 Dominique Le Page, « Variations autour des clés », p. 573-588.
- 99 La maîtrise des clés des portes de la ville est un enjeu entre le capitaine, l'évêque et les bourgeois. La pacification n'éteint pas l'importance des clés. Elles sont offertes au roi qui vient confirmer les privilèges de la ville. Symboles de méfiance ou de confiance, D. L.P. donne des exemples mettant en scène les clés de la Chambre des comptes de Bretagne, les clés des prisonniers. Il signale qu'on ne trouve pas de clés dans la cité utopique de Thomas More. Il donne en annexe la lettre de rémission d'un certain Derrien, 1522 (p. 586-587) écrite pour expliquer le crime commis sur la personne de sa femme qui avait la clé et qui a dilapidé de l'argent.
- 100 Jean-Luc Le Cam, « Fortune et infortunes des maîtres de Wolfenbüttel : paradoxes, faux-semblants et réalités de la condition matérielle des enseignants après la guerre de Trente Ans », p. 589-600.
- 101 Wolfenbüttel est une petite ville de 6000 hab. située près de Brunswick (résidence princière). La guerre trouble les activités de l'école. La paix apporte sa reconstruction par le nouveau duc Auguste Le Jeune de Lunebourg. Les salaires sont revalorisés de plus de 200 % (texte p. 590-591), financés par les ressources d'un monastère cistercien. Mais les maîtres ne cessent de se plaindre du non-paiement de leur salaire (tableaux p. 595, 598). Les maîtres disposent d'autres ressources et avantages en nature (logement, aide à la famille, écolage, legs, leçons privées). Les revenus des enseignants sont donc supérieurs à ce qu'en disent les actes. On note une grande disparité entre le recteur et ses collègues du bas de la hiérarchie.
- 102 Gérard Le Bouëdec, « La mémoire des voyageurs dans le pays de Lorient de Dubuisson-Aubenay (1636) à Pierre Loti (1868) », p. 601-615.
- 103 G. L.B. s'appuie sur les mémoires des représentants de l'ordre politique, des scientifiques, des usagers de la mer et des vrais voyageurs du XVII^e au XIX^e siècle. On y trouve entre autres noms : Bernardin de Saint-Pierre en 1768 ; Henri Paulin Panon-Desbassays, jeune engagé devenu planteur de café à l'île Bourbon qui a écrit un *Petit journal des Époques pour servir à ma mémoire (1784-1786)* édité en 1990 ; ou le voyageur Louis Félix Desjobert, grand-maître des Eaux et Forêt de Soissons (*Revue de Bretagne*, 63, 1910).
- 104 Jean Balcou, « Le Moyen Âge de Renan : savoir et croire », p. 617-623.
- 105 Le Moyen Âge a toujours passionné Renan qui y cherche les prémisses du progrès contemporain. S'identifiant à Abélard ou Averroès, il voit l'Église de son temps comme une réplique inchangé de l'Église médiévale. Il travaille dans les bibliothèques, correspond avec d'autres chercheurs et il est féru de philologie : tous ces traits lui font aimer les savants du Moyen Âge. Mais Renan considère que l'importance de la théologie assombrit la période, même s'il éprouve de la curiosité pour François d'Assise ou Joachim de Flore.
- 106 Denise Delouche, « L'union de la Bretagne à la France : deux interprétations au XX^e siècle », p. 625-639 (y compris des photos, p. 628-630, 634, 636-638).

- 107 L'histoire de cette union est revivifiée au XX^e siècle par trois événements : en 1911, l'inauguration d'un monument représentant la Bretagne se donnant à la France installé à l'Hôtel de Ville de Rennes ; en 1922, la publication d'une *Histoire de notre Bretagne* où les illustrations de Jeanne Malivel représentent la Bretagne désespérée face à une France cupide ; et en 1932, le dynamitage du monument de 1911 par des activistes bretons au motif de la honte ressentie.